

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Règlement!

Des voix: Asseyez-vous.

Mme Mitchell: ... et le plafonnement à 6 p. 100 de l'indexation des pensions, il compte porter ces dernières au-delà du seuil de la pauvreté et s'il se préoccupe également du sort des femmes qui ne sont pas tout à fait assez âgées pour recevoir une pension et qui doivent vivre dans une indigence abjecte.

[Français]

L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Madame le Président, je suis obligée de rappeler à l'honorable député, au sujet de sa première question, à propos du supplément de revenu annuel garanti, que si nous réunissions les sommes se rapportant à tous les programmes sociaux des provinces et du gouvernement fédéral, cela représenterait une banque de quelque 8 milliards de dollars. Nous aurions alors besoin d'un supplément presque équivalent pour couvrir les gens qui en ce moment sont «entre deux chaises». D'une part, le pays trouve que ce n'est certainement pas la chose à faire en ce moment. D'autre part, c'est la priorité de ce gouvernement, le ministre des Finances l'a répété à plusieurs reprises depuis sa nomination et cela au nom du gouvernement, que dès que la conjoncture économique le permettra dans l'avenir le plus prochain, la première priorité sera le supplément majoré pour les personnes seules.

* * *

[Traduction]

LA CONSTRUCTION NAVALE

LE RETARD DANS L'OCTROI DES CONTRATS

M. Chuck Cook (Vancouver-Nord-Burnaby): Madame le Président, les députés se réjouiront peut-être d'apprendre que je n'ai pas d'insultes à lancer à quiconque, mais seulement un appel vraiment désespéré.

● (1440)

Ma question s'adresse au ministre des Approvisionnement et Services, et je demanderais au président du Conseil du Trésor d'écouter attentivement. Dans ma circonscription de Vancouver-Nord-Burnaby, il y a cinq chantiers navals où le chômage atteint près de 80 p. 100 et continuera probablement d'augmenter. La même situation existe sur la côte est.

Le gouvernement a annoncé qu'il construira cette année six navires, chiffre ridiculement bas. Des appels d'offres ont déjà été lancés pour deux de ces navires et le seront incessamment pour deux autres, et un appel d'offres pour deux autres navires suivra au mois de mars. Étant donné la situation tragique des travailleurs des chantiers navals, le ministre garantira-t-il à la Chambre qu'il veillera à ce que ses bureaucrates fassent du temps supplémentaire au cours des fins de semaine et la nuit s'il le faut, et qu'ils redoublent d'efforts non seulement pour

lancer immédiatement l'appel d'offres prévu en mars mais également pour réduire à moins d'un mois le délai habituel de trois mois qui s'écoule entre la réception des offres et l'octroi du contrat, afin que ces travailleurs des chantiers navals qui vivent d'espoir reçoivent une réponse le plus rapidement possible?

Mme le Président: A l'ordre. Les députés se lancent dans des discours. Ce n'est plus une période de questions.

M. Epp: Moi, j'ai une question à poser.

Mme le Président: Tous les députés veulent le même temps de parole.

L'hon. J.-J. Blais (ministre des Approvisionnements et Services): Madame le Président, je suis très content que le député ait posé cette question. Je ne m'offusque absolument pas qu'il ait pris énormément de temps pour exposer les prémisses de sa question. Je suis très conscient des problèmes qui accablent les chantiers navals.

En fait, le député a proposé que l'on accélère le processus de l'acquisition afin que les achats du gouvernement viennent en aide à l'industrie des chantiers navals. C'est pourquoi mes fonctionnaires font effectivement des heures supplémentaires afin d'accélérer le programme. C'est pourquoi nous sommes plus avancés que prévu en ce qui concerne l'acquisition éventuelle de deux brise-glace côtiers de la classe 1100.

J'invite le député à se tenir parfaitement au fait des mesures que je prends en vue d'accélérer le processus. Je me ferai un plaisir de lui fournir sur demande tout renseignement additionnel. J'aimerais...

Des voix: Règlement.

M. Blais: ... pouvoir compter sur son appui lorsque j'annoncerai d'autres mesures que je compte prendre à ce sujet.

* * *

LES AÉROPORTS

BOUNDARY BAY, À DELTA (C.-B.)

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports. Le prédécesseur du ministre a approuvé il y a trois ans la remise en service de l'aéroport de Boundary Bay à Delta. Cela fait six mois qu'une recommandation du ministère concernant la nomination d'un consortium chargé d'administrer cet aéroport traîne au Conseil du Trésor.

Étant donné qu'un taux de chômage de 55 p. 100 existe à l'heure actuelle chez les travailleurs de la construction de Vancouver et que l'approbation du contrat de gestion permettrait de construire immédiatement des hangars, une gare, un restaurant et une tour de contrôle permanente à cet aéroport sans qu'il en coûte un sou au gouvernement, pourquoi les fonctionnaires du ministère des Transports et du Conseil du Trésor se font-ils tellement tirer l'oreille pour agir alors qu'on pourrait créer des centaines d'emplois immédiatement si le gouvernement pouvait finir par se décider?